**Curriculum vitae – Elise DERMINE**

**I. Informations générales**

1.1. Nom, Prénom(s) : DERMINE, Elise, Marie

1.2. Sexe : F

1.3. Pays, ville et date de naissance : Belgique, Charleroi, le 12 novembre 1983

1.4. Nationalité : Belge

1.5. Adresse professionnelle :

Université libre de Bruxelles

Faculté de droit et de criminologie

Centre de droit public

Avenue F. D. Roosevelt, 50

CP 137

B-1050 Bruxelles

1.6. E-mail : [elise.dermine@ulb.be](mailto:elise.dermine@ulb.be)

1.7. Connaissance des langues :

- active : français et anglais

- passive : néerlandais

**II. Titres universitaires**

Docteure en droit, licenciée en droit

**Grades par année, institutions délivrantes et titre des travaux de fin de cycle**

2002-2003 : première candidature en droit à l’Université de Namur

*La plus grande distinction*

2003-2004 : deuxième candidature en droit à l’Université de Namur

*Grande distinction*

2004-2005 : première licence en droit à l’Université catholique de Louvain

*Grande distinction*

2005-2006 : deuxième licence en droit à l’Université catholique de Louvain

*Grande distinction*

2006-2007 : troisième licence en droit à l’Université catholique de Louvain

*Grande distinction*

Lauréate du Prix Falys récompensant le meilleur mémoire de la Faculté : « La contrepartie dans l’assurance-chômage, retranchement ou restructuration de la protection sociale ? »

2011-2015 : Doctorat en droit à l’Université catholique de Louvain

Dissertation doctorale : « Le droit au travail et les politiques d’activation des personnes sans emploi. Etude critique de l’action du droit international des droits humains dans la recomposition des politiques sociales » (410 p.).

Promotrice : Pascale Vielle (Université catholique de Louvain)

Jury : Adelle Blackett (Université de McGill), Jean-Michel Bonvin (Université de Genève), Olivier De Schutter (Université catholique de Louvain), Daniel Dumont (Université Libre de Bruxelles), Filip Dorssemont (Université catholique de Louvain)

Date d’obtention du titre : le 8 décembre 2015.

**III. Carrière scientifique**

**3.1. Postes occupés**

* Depuis le 1er octobre 2016, chargée de cours à temps plein à la Faculté de droit et de criminologie de l’Université libre de Bruxelles, Centre de droit public et social. Titulaire de la Chaire de droit du travail.
* Du 1er octobre 2015 au 30 septembre 2015, chercheuse au Centre Vulnérabilités et Sociétés de l’Université de Namur.
* Du 1er octobre 2011 au 30 septembre 2015, aspirante du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS) rattaché à la Faculté de droit de l’Université catholique de Louvain.
* Du 17 septembre 2007 au 17 septembre 2011, assistante à mi-temps en droit de la sécurité sociale (enseignement et recherche) à la Faculté de droit à l’Université catholique de Louvain

**3.2. Séjours d’étude à l’étranger**

* En septembre et octobre 2018, séjour de recherches à la *Università degli studi di Cassino e del Lazio Meridionale* (UNICAS), auprès du Professeur Edoardo Alès, Département de droit et d’économie
* En juillet et août 2013, séjour de recherches auprès de l’Institut international d’études sociales de l’Organisation internationale du travail, juillet-août 2013
* En décembre 2012, séjour de recherches à Strasbourg, entretien avec différents membres du Comité européen des droits sociaux et avec le personnel de la Charte sociale européenne.
* De janvier à avril 2007, stage à la Cour municipale de Montréal auprès du juge Denis Laliberté

**IV. Carrière d’enseignement**

**4.1. Enseignement universitaire**

* Du 1er octobre 2016 à aujourd’hui, chargée de cours à temps plein à la Faculté de droit et de criminologie de l’ULB.

Charge de cours :

* Droit du travail (36h) dans le baccalauréat en droit ;
* Droit du travail dans le master en sciences du travail en horaire décalé (24h) ;
* Droit du travail (24h) dans le master en ingénieur de gestion (jusqu’en 2020) ;
* Droit approfondi des relations individuelles de travail (24h) dans le master en droit, le master spécialisé en droit social et le master en sciences du travail ;
* Et Droit social international (24h) dans le master en droit, le master spécialisé en droit social et le master en sciences du travail (depuis 2021 mais suppléée depuis lors dans le cadre d’un congé parental 1/5ème temps).
* Depuis le 15 septembre 2019, directrice de la [*Street Law Clinic* en droit social](https://streetlawclinic.ulb.be/) de l’ULB.
* Du 15 septembre 2015 au 30 septembre 2016, Maître de conférences invitée à l’Université catholique de Louvain-la-Neuve (cours de droit approfondi de la sécurité sociale en master 2 et cours de droit de la sécurité sociale en horaire décalé, en co-titulature avec Steve Gilson et Jean-François Neven).
* Du 15 septembre 2015 à aujourd’hui, assistante en méthodologie de la recherche en droit social à l’Université Libre de Bruxelles.
* De 2012 à 2013, encadrement d’un groupe d’étudiants pour les exercices pratiques et les travaux écrits en droit de la sécurité sociale en premier master à la Faculté de droit de l’Université catholique de Louvain.
* De 2007 à 2011, encadrement des exercices pratiques et des travaux écrits en droit de la sécurité sociale en premier master à la Faculté de droit de l’Université catholique de Louvain.
* De 2007 à 2008, encadrement des exercices pratiques en méthodologie juridique dispensés en premier baccalauréat à la Faculté de droit de l’Université catholique de Louvain.

**4.2. Encadrement de travaux de fin de deuxième et de troisièmes cycles**

**4.2.1. Mémoires de deuxième cycle**

Encadrement, chaque année, de mémoires et de travaux de fin d’études dans le cadre du master en droit, du master spécialisé en droit social et du master en sciences du travail en horaire de jour et en horaire décalé.

**4.2.2. Thèses de doctorat**

Thèses en cours :

Depuis octobre 2023, membre du comité d’accompagnement de la thèse de Ninon Ramlot, *La protection sociale des travailleurs atypiques.*

Depuis septembre 2023, membre du comité d’accompagnement de la thèse de Giulia De Pascale, *Une histoire croisée du mouvement féministe et du fédéralisme belge : évolution parallèle, influences réciproques et développement de politiques publiques*

Depuis février 2023, présidente du comité d’accompagnement de la thèse de Flore Bélenger (bourse Mini-ARC – ULB), *Dans les coulisses des centres publics d’action sociale : la place des représentations sociales dans les pratiques décisionnelles en matière d’aide sociale.*

Depuis octobre 2020, co-promotrice de la thèse d’Hélène Deroubaix (bourse Mini-ARC – ULB), *Approche juridique du non-recours aux droits sociaux* (Université libre de Bruxelles)

Depuis janvier 2020, promotrice de la thèse d’Amaury Mechelynck (bourse FRESH – FNRS), *Le travail en marge du droit du travail : affaiblissement ou reconfiguration des protections offertes aux travailleurs ?* (Université libre de Bruxelles)

Depuis 2016, membre du comité d’accompagnement de la thèse d’Antoine Mayence (assistant au cadre), *La continuité du service public : interactions entre un principe général de droit national et le droit supranational* (Université libre de Bruxelles).

**V. Publications et activités scientifiques**

**5.1. Listes des publications**

***5.1.1. Monographies***

* *Droit au travail et politiques d’activation des personnes sans emploi. Etude critique du rôle du droit international des droits humains*, Bruxelles, Bruylant, 2017, 521 p.

***5.1.2. Coordination et direction d’ouvrages et de numéros spéciaux de revues***

* Avec Neven, J.-F., *Le droit social sectoriel, un monde méconnu*, Bruxelles, Larcier, 2023, 474 p.
* Avec Mechelynck, A., “Zero-hour contracts and labour law: An antithetical association?”, Special Issue, *European Labour Law Journal*, Vol. 13, Issue 3, 2022.
* Avec Dumont D., Dossier « Le droit social face à la crise du COVID-19 : panser le présent et penser l'après », *Journal des tribunaux du travail*, 2020, n°1363-1364 et 1365.
* Avec De Greef, V. et Vielle, P., Dossier « Hommage à Eliane Vogel Polsky. Droit et féminisme, Europe sociale et activisme juridique », e*-legal Revue de droit et de criminologie de l’Université libre de Bruxelles*, n°3, Février 2020.
* Avec Vannes, V., *La loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires. Cinquante ans d’application ?,* Bruxelles, Larcier, 2018, 347 p..
* Avec Dumont, D. et Slautsky, E., Dossier « Marchés publics et Dumping social », *Marchés et contrats publics/Overheidsopdrachten en -overeenkomsten*, vol. 8, n°1, 2018, pp. 3-90.
* Avec Dumont, D., (dir.), *Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work*, Bruxelles, P.I.E.- Peter Lang, coll. « Work & Society », 2014, 280 p.
* Avec Dumont, D. (dir.), Dossier « Droits de l’homme et politiques d’activation des personnes sans emploi/Human Rights and Activation Policies for the Unemployed », *Journal européen des droits de l’homme/European Journal of Human Rights,* vol. 1, n° 5, 2013, pp. 741-803.

***5.1.3. Chapitres d’ouvrages collectifs***

* Avec Dumont, D., “Conclusion: Utopias for an Ecological Social Law and How to Get There”, in N. Bueno, B. ter Haar & N. Zekić (eds.), Labour Law Utopias: Post-Growth and Post-Productive Work Approaches, Oxford, Oxford University Press, 2024, forthcoming.
* Avec Neven, J-F., « Introduction », in E. Dermine et J.-F. Neven (dir.), *Le droit social sectoriel, un monde méconnu*, Bruxelles, Larcier, 2023, pp. 7-14.
* Avec Grégoire, A. et Vranckx, A., « Le droit sectoriel du temps de travail », in E. Dermine et J.-F. Neven (dir.), *Le droit social sectoriel, un monde méconnu*, Bruxelles, Larcier, 2023, pp. 129-279.
* « Démocratiser l’entreprise par le prisme de la santé au travail : arguments tirés de l’histoire syndicale belge », in V. De Greef, J.-F. Neven et A. Moons (dir.), *Quel droit de la santé au travail après la crise de la COVID19 ?*, Bruxelles, Presses universitaires de Bruxelles, 2023, pp. 213-272.
* Avec Slautsky, E., Bouhon, F., Lanssens, C. & Dumont, D., « Country report: Belgium”, in J. King & O. Ferraz (dir), *Oxford Compendium of National Legal Responses to covid-19. Oxford*, Oxford, Oxford University Press (section on "Social and employment protection measures" by Dermine & Dumont).
* Avec Debouverie, E. & Neven, J.-F., « Renforcer l’accès à la justice pour lutter contre la pauvreté. Quelles alternatives concrètes au système actuel d’aide juridique de deuxième ligne ? », in S. Gibens (dir.), *Pauvreté et Justice en Belgique*, 2022.
* Avec Dumont, D., Le droit social et le productivisme. Droit de la croissance ou droit de l’autonomie ? Une cartographie du rapport de forces », in A. Bailleux (dir.), *Le droit en transition. Les clés juridiques d’une prospérité sans croissance*, Bruxelles, Presses universitaires Saint-Louis, 2020, pp. 207-244.
* “Social Rights Adjudication and the Future of the Welfare State”, in C. Binder, F. Piovesan, A. Úbeda de Torres, J.A. Hofbauer (eds.), *Research Handbook on International Law and Social Rights*, Edward Elgar Publishing, 2020.
* « The Right to Work: A Justification for Welfare to Work? », in *Welfare to Work in Contemporary Europe. Legal, Sociological and Philosophical Perspectives on Justice and Domination* (dir. A. Eleveld, Kampen, T. et Arts, J.), Bristol, Policy Press, 2020, pp. 49-66.
* « Limitations of Welfare to Work: the Prohibition of Forced Labour and the Right to Freely Chosen Work », in *Welfare to Work in Contemporary Europe. Legal, Sociological and Philosophical Perspectives on Justice and Domination* (dir. A. Eleveld, Kampen, T. et Arts, J), Bristol, Policy Press, 2020.
* Avec Remouchamps, S., « Le droit d’action en justice des organisations professionnelles dans le cadre de la loi du 5 décembre 1968 (art. 4) », in *La loi du 5 décembre 1968 relative aux conventions collectives de travail et aux commissions paritaires. Cinquante ans d’application ?* (coord. E. Dermine et V. Vannes), Bruxelles, Larcier, 2018, pp. 145-235.
* Avec Eleveld, A., “Het verbod op verplichte arbeid en het recht op vrije arbeidskeuze in het licht van de re-integratieverplichting en de verplichting tot het verrichten van een tegenprestatie”, in A. Eleveld, *De Participatiewet. Een grondrechtenperspectief* (Monografieën Sociaal Recht nr. 73), Deventer, Wolters Kluwer 2018, pp. 81-111.
* Avec Dumont, D., « Le droit social et le productivisme. Marché, démarchandisation et transition écologique », *De taal is gans het recht. Liber amicorum Willy van Eeckhoutte* (coord. M. De Vos, P. Humblet, F. Kéfer et H. Van Hoorde), Malines, Kluwer, 2018, p. 35-78.
* « Article 15. Liberté professionnelle et droit de travailler », in *Commentaire article par article de la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne* (sous la direction de F. Picod et S. Van Drooghenbroeck), Bruxelles, Bruylant, 2017.
* Avec Flohimont, De Fauconval, M. & Prud’homme, J., [Bijstandsregelingen: de OCMW’s en het recht op maatschappelijke integratie en op maatschappelijke hulpverlening](https://directory.unamur.be/research/publications/716223c3-2c2e-44cb-8118-80ddc529dfb6), in *Ontwikkelingen van de sociale zekerheid 2011-2016: wetgeving – rechtspraak* (sous la direction de J. Put et Y. Stevens)*,* Bruges, Die Keure, 2016, pp. 667-714.
* Avec De Greef, V., « Le droit au travail librement entrepris (art. 1er, §2 de la CSE) face aux situations de travail non protégées par le droit social. Les cas du travail pénitentiaire et des mesures de *workfare* », in *Charte sociale européenne, droits sociaux et droits fondamentaux au travail* (sous la direction de Sébastien Van Drooghenbroeck), Bruxelles, La Charte, 2016, pp. 312-343.
* Avec Dumont, D., « Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work : Which Interactions ? », in *Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work* (sous la direction d’E. Dermine et D. Dumont), Bruxelles, P.I.E.- Peter Lang, coll. « Work & Society », 2014, pp. 11-20.
* « Activation Policies for the Unemployed and the International Human Rights Case Law on the Prohibition of Forced Labour », in *Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work* (sous la direction d’E. Dermine et D. Dumont), Bruxelles, P.I.E.- Peter Lang, coll. « Work & Society », 2014, pp. 103-138.
* « Activation Policies for the Unemployed and the International Human Rights Case Law on the Right to a Freely Chosen Work », in *Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work* (sous la direction d’E. Dermine et D. Dumont), Bruxelles, P.I.E.- Peter Lang, coll. « Work & Society », 2014, pp. 139-178.
* « Rapport de session : le senior aidant proche et l’aidant proche du senior », *Regards croisés sur l’adulte âgé. Réflexions autour de l’année européenne du vieillissement actif et de la solidarité entre les générations* (sous la direction de F. Reusens et V. Flohimont), Bruxelles, La Charte, coll. «Droit en mouvement», 2013, pp. 49-58.
* « Suitable employment and job of quality », in *Quality of Employment in Europe, Legal and normative perspectives* (sous la direction de P. Vielle et S. Borelli), Bruxelles, P.I.E.- Peter Lang, coll. « Work & Society », 2012, pp. 157-180.
* Avec Dumont, D. et Neven, J.-F., « L’activation des chômeurs, vecteur de flexibilisation ou de rigidification des sanctions ? », in *La flexibilité des sanctions* (sous la direction de D. Kaminski), Actes des XXIème Journées juridiques Jean Dabin, Bruxelles, Bruylant, 2012, pp. 317-342.
* Avec Reusens, F., « Les effets sociaux de la formation et de la dissolution du couple », in *Le statut juridique du couple marié et du couple non-marié en droits belge et français* (sous la direction de J. Hauser et de J.-L. Renchon)*,* Bruxelles, Larcier, coll. « Les Cahiers du CeFap », 2012.
* Avec Palate, S., « Questions de preuve en matière de chômage », in *Regards croisés sur la sécurité sociale* (sous la direction de F. Etienne et de M. Dumont), Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2012, pp. 511-552.
* « L’emploi convenable, une notion à réinvestir », in *La réglementation sur le chômage, 20 ans d’application de l’arrêté royal du 25 novembre 1991* (sous la direction de S. Gilson et J.-F. Neven), Waterloo, Kluwer, 2011, pp. 135-162.
* Avec Gilson, S., Neven, J.-F. et Palate, S., « Les droits à la sécurité sociale, à l’aide sociale et à l’aide juridique consacrés par l’article 23 de la Constitution, in *Les droits constitutionnels en Belgique* (sous la direction de M. Verdussen et N. Bonbled), Bruxelles, Bruylant, 2011, pp. 1323-1382.
* Avec Monforti, N., « Les jeunes et le chômage », in *Le droit social et les jeunes* (sous la direction de C.-E. CLESSE et S. GILSON), Actes du Colloque de la Conférence du JeuneBarreau de Charleroi du 26 mai 2011, Louvain-La-Neuve, Anthémis, 2011, pp. 351-392.
* Avec Monforti, N., « Les allocations familiales », in *Les grands arrêts de la Cour constitutionnelle en droit social* (sous la direction de C.-E. Clesse)*,* Bruxelles,Larcier, 2010, pp. 106-224.
* Avec Monforti, N., « Les accidents du travail », in *Les grands arrêts de la Cour constitutionnelle en droit social* (sous la direction de C.-E. Clesse)*,* Bruxelles,Larcier, 2010, pp. 225-389.
* Avec Gilson, S. et Neven, J.-F., « Le recouvrement de l’aide sociale et du revenu d’intégration auprès des débiteurs alimentaires », in *Aide sociale, entre solidarité étatique et solidarité familiale* (sous la direction de S. Gilson et J.-F. Neven), Etudes pratiques de droit social, Waterloo, Kluwer, 2010, pp. 53-125.
* Avec Neven, J.-F., « Le contrôle de l’obligation pour les chômeurs de rechercher activement un emploi, in *Actualités de droit social*, *Revenu d'intégration sociale, activation chômage et règlement collectif de dettes* (sous la direction de J. Clesse et M. Dumont)*,* Commission Universitaire-Palais, n°116, Louvain-La-Neuve, Anthémis, 2010, pp. 45-135.
* Avec Gilson, S., « Les présomptions de contrat de travail et l’assujettissement personnel à la sécurité sociale », in *La sécurité sociale des travailleurs salariés, Assujettissement, cotisations, sanctions* (sous la direction de S. Gilson et J.-F. Neven), Bruxelles, Larcier, 2010, pp. 73-100.
* Avec Gilson, S. et Glorieux, M., « Aperçu des droits sociaux des étrangers en Belgique et questionnements actuels », in *L’étranger face au droit* (sous la direction de J.-Y. Carlier), Actes du colloque du 13-14 novembre 2008 des Journées juridiques Jean Dabin, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 549-586.
* Avec Gilson, S. et Rosier, K., « La preuve en droit du travail », in *La preuve. Questions spéciales* (sous la direction de F. Kuty), Commission Universitaire-Palais, n°99, Liège, Anthémis, 2008, pp. 179-274.
* « L’assujettissement à la sécurité sociale des mandataires d’associations », in *Assujettissement personnel et recouvrement des cotisations* (sous la direction de S. Gilson et J.-F. Neven), Waterloo, Kluwer, 2008, pp. 155-194.

***5.1.4. Articles dans des revues scientifiques***

* Elise Dermine, “Towards a sustainable social law: what role for legal scholars?”, *International journal of comparative labour law and industrial relations*, vol. 39, n° 3, 2023, pp. 315-335.
* Avec Dumont D., “A Critical Perspective on Social Law: Disentangling an Ambivalent Relationship with Productivism”, *International Journal of Comparative Labour Law and Industrial Relations*, Vol. 38, Issue 3, 2022, pp. 237-268.
* Avec Mechelynck, A., “Zero-hour contracts and labour law: An antithetical association?”, *European Labour Law Journal*, Vol. 13, Issue 3, 2022, pp. 339–346.
* Avec Mechelynck, A., “Regulating zero-hour contracts in Belgium: From a defensive to a (too?) supportive approach”, *European Labour Law Journal*, Vol. 13, Issue 3, 2022, pp. 400-430.
* Avec Eleveld, A., “Protecting Working Welfare Recipients Through Human Rights Experimentalism”, *International Journal of Law in Context*, 2021, pp. 1-19.
* « Tendre vers une égalité effective entre les femmes et les hommes sur le marché du travail. Arguments juridiques en faveur de l’allongement du congé de naissance », *Revue de droit social*, 2021, n° 2, pp. 29-74.
* Avec Remouchamps, S. et Vogel, L., “Le droit de retrait face à un danger grave et immédiat pour la santé : esquisse d’un régime juridique », *Journal des tribunaux du travail*, Juin 2020, pp. 193-214.
* Avec Eleveld, A., “Een mensenrechtenproof gemeentebeleid: arbeid, re-integratie en tegenprestatie”, *Nederlands* *Tijdschrift voor de Mensenrechten*, vol. 43, n°3, 2018, pp. 355-374.
* « Activation Policies for the Unemployed and The International Case Law on the Prohibition of Forced Labour », *Journal européen des droits de l’homme/European Journal of Human Rights*, vol. 1, n° 5, 2013, pp. 746-776.
* « La contrepartie dans l'assurance chômage : retranchement ou restructuration de la protection sociale ? », *Annales de droit de Louvain*, 2008, liv. 1, pp. 3-95.

***5.1.5. Autres***

* Avec Gérard, S., « La Street Law Clinic : réduire le non-recours pour lutter contre la précarité étudiante », L’Observatoire, n° 114, 2023, pp. 45 à 50, disponible sur <https://www.revueobservatoire.be/Nouveaux-visages-de-la-precarite-inegalites-grandissantes>.
* Avec Debouverie, E., « Améliorer l’accès à la justice des plus vulnérables », *Santé conjuguée*, Septembre 2020, n° 92, 3 pp.
* Avec Mayence, A., « Associer les interlocuteurs sociaux à l’identification des entreprises essentielles : un apport technique mais également un enjeu démocratique », Carnet de crise n° 7 du Centre de droit public, <https://droit-public.ulb.ac.be>, 6 avril 2020.
* Avec Remouchamps, S. et Vogel, L., « Le Covid-19 ne suspend pas le droit de la santé au travail. Il en renforce les exigences », Carnet de crise n° 19 du Centre de droit public, <https://droit-public.ulb.ac.be>, 23 avril 2020.
* Avec Remouchamps, S. et Vogel, L., « Le droit de retrait : un outil juridique central pour assurer la protection effective de la santé des travailleurs en période de COVID-19 », Carnet de crise n° 20 du Centre de droit public, <https://droit-public.ulb.ac.be>, 24 avril 2020.
* Avec Charles, J. et Hermant, P., « Des Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée en Belgique : 20 conditions pour une appropriation réussie », Charleroi, Etudes du CESEP, 2020, 30 p.
* Avec De Greef, V. et Vielle, P., « Introduction », *Revue de droit et de criminologie de l’Université libre de Bruxelles, e-legal,* n°3, Dossier « Hommage à Eliane Vogel Polsky. Droit et féminisme, Europe sociale et activisme juridique », Février 2020.
* Avec Dumont, D. et Slautsky, E., « Avant-propos », Marchés et contrats publics/Overheidsopdrachten en -overeenkomsten, vol. 8, n° 1, « Marchés publics et dumping social », 2018, p. 5-6.

**5.2. Activités scientifiques**

***5.2.1. Participations actives à des congrès et colloques***

* « Discussion of Virginia Mantouvalou's book ‘Structural Injustice and Workers’ Rights », 6th Labour Law Research Network Conference, Varsovie, le 26 juin 2023.
* “Towards a sustainable social law: what role for legal scholars?”, 6th Labour Law Research Network Conference, Varsovie, le 26 juin 2023.
* Avec Ambre Vranckx, « Le droit sectoriel du temps de travail : évolutions et pratiques », Conférence UB3 Le droit social sectoriel. Un monde méconnu, Bruxelles, le 24 avril 2023.
* « Démocratiser l’entreprise par le prisme de la santé au travail : arguments tirés de l’histoire syndicale belge et propositions concrètes », Séminaires de recherche TRANSFO, Charleroi, le 6 décembre 2022.
* “Towards a Sustainable Social Law: Emancipating Social Law from Productivism”, Conference “A Just Transition Beyond Growth”, ETUI, Bruxelles, 8 décembre 2022.
* “Towards a Sustainable Social Law: What Role for Legal Scholars?”, International Symposium “The Labour-Environment Nexus: Legal Perspectives and Beyond”, organisé par ETUI et l’Université d’Aix-Marseille, 7 octobre 2022.
* Avec Grégoire, A., « Le non-recours au droit à l’aide sociale des étudiant.e.s : premiers enseignements de l’expérience de la Street Law Clinic en droit social », Colloque « Lutter contre la précarité étudiante: outils pratiques et réflexions prospectives », organisé par la Street Law Clinic en droit social de l’ULB, Bruxelles, le 23 juin 2022.
* Présidence du panel « démocratiser », Journée d’étude “Démarchandiser, démocratiser, dépolluer et expérimenter le travail. La contribution des ‘Territoires zéro chômeur de longue durée’”, organisé par le Groupe de contact FNRS « Redéfinir la prospérité », le groupe de recherches « Travail, Entreprises et Démocratie » (Cridis-IACHOS-UCLouvain), le Centre Socialiste d’Education Permanente et le chapitre belge du réseau #DemocratizingWorkBruxelles, le 22 juin 2022.
* « Réformer l’accès à la justice pour lutter contre la pauvreté : ce que dit la recherche », Colloque « Vers une justice numérique et inclusive pour tous » organisé par le SPF Justice, Bruxelles, le 8 décembre 2021.
* « Démocratiser l’entreprise par le prisme de la santé au travail : arguments tirés de l’histoire syndicale belge et propositions concrètes », Colloque en hommage à Laurent Vogel “Quel droit de la santé au travail après la pandémie de COVID19” organisé par le Centre de droit public et Social de l’ULB, Bruxelles, le 15 octobre 2021.
* Intervention dans le panel « Comment mettre en œuvre le bicamérisme économique en Belgique », Global Forum on Democratizing Work, Bruxelles, le 5 octobre 2021.
* Avec Daniel Dumont, « Social law and productivism: disentangling an ambivalent relationship », exposé lors de la cinquième conférence bisannuelle du Labour Law Research Network (LLRN) co-organisée par l’Université de Varsovie et l’Université de Lodz, en webinaire, le 29 juin 2021.
* Avec Amaury Mechelynck, « Regulating zero-hour contracts in Belgium: From a defensive to a (too?) supportive approach », International Seminar on Zero-hour Contracts organized by the social law team of the ULB, Bruxelles, le 22 février 2021.
* « L’accès au procès social – Elaborer un agenda de recherches », Intervention à la formation sur l'accès aux juridictions du travail organisée par l'Institut de formation judiciaire, le 19 janvier 2021.
* Avec Emmanuelle Debouverie, « Repenser l’accès au droit pour les plus vulnérables : des cabinets pluridisciplinaires dédiés à l’aide juridique de seconde ligne », intervention à la Journée « Le regard des magistrats sur la pauvreté » organisée par l’Institut de formation judiciaire, Bruxelles, le 4 décembre 2020.
* « Arguments juridiques en faveur de l’allongement du congé de paternité », Intervention au colloque « L’ULB célèbre Eliane Vogel-Polsky », Bruxelles, le 19 février 2020.
* Avec Amaury Mechelynck, « Le périmètre de la concertation sociale   
  et l’autonomie des partenaires sociaux », Intervention au colloque des 40 ans du Centre de droit public « Quarante ans de démocratie(s) », Bruxelles, le 22 novembre 2020.
* Introduction et présidence du séminaire « Repenser l’accès au droit pour les plus vulnérables : des cabinets pluridisciplinaires dédiés à l’aide juridique », Bruxelles, le 23 octobre 2019.
* « Approche juridique de l’expérience Territoires zéro chômage de longue durée », Discutante d’Isabelle Daugareilh, Séminaire « Une expérience Territoires zéro chômeur de longue durée en Wallonie : quels critères et méthodes d’évaluation ?, Charleroi, le 9 septembre 2019.
* Co-organisation, avec Julien Charles, d’un séminaire « Une expérience Territoires zéro chômeur de longue durée en Wallonie : quels critères et méthodes d’évaluation ?, Charleroi, le 9 septembre 2019.
* Avec Daniel Dumont, « Social Law and Productivism : an Ambivalent Relationship », Intervention à la conférence ESPANet 2019, Stockholm, le 5 septembre 2019.
* « Droit social et productivisme. Marché, démarchandisation et transition écologique », Colloque Droit en transition organisé par le Séminaire interdisciplinaire d’études juridiques, Bruxelles, le 20 décembre 2018.
* Avec Sophie Remouchamps, « L’action en justice des organisations représentatives. Quand le droit social anticipe les évolutions du droit judiciaire », Intervention au Colloque UB3 sur les 50 ans de la loi du 5 décembre 1968, Bruxelles, le 10 décembre 2018.
* Avec Daniel Dumont, « Droit social et productivisme. Marché, démarchandisation et transition écologique », Intervention au séminaire interdisciplinaire d’études juridiques à l’Université Saint-Louis, Bruxelles, le 8 novembre 2018.
* “Limitations of Welfare to Work: the Prohibition of Forced Labour and the Right to Freely Chosen Work”, Intervention à la International Conference Welfare conditionality: sanctions, support and behaviour change, York, Book presentation, 27 juin 2018.
* Intervention à la Brussels Global Law Week on the Future of Labour Law, Bruxelles, le 17 mai 2018.
* Présidence de la séance « Justice managériale », Midis du Centre de droit public de l’ULB sur les Justices de demain, Bruxelles, 24 avril 2018.
* Présidente de la séance « Mobilizing Social Rights » lors du colloque international sur « La mobilisation du droit par les acteurs sociaux et la société civile », Bruxelles, 22 et 23 mars 2018.
* « Les mesures d’activation coercitives des personnes sans emploi : quelles limites ? Analyse de droit international des droits humains », Intervention au Séminaire de recherche 2017-2018 du Centre universitaire Zénobe Gramme ULB Charleroi-Ville haute, le 6 février 2018.
* « Les recours contre les mesures d’austérité devant le Comité européen des droits sociaux, la Cour européenne des droits de l’homme et les organes de l’Organisation internationale du travail », Intervention au colloque « Austerity on trial. Legal mobilisations and austerity policies in Europe”, Bruxelles, le 22 septembre 2017.
* « Limitations of Welfare to Work: the Prohibition of Forced Labour and the Right to Freely Chosen Work », Intervention à la Labour Law Research Network Conference, Toronto, le 27 juin 2017.
* « The Justification of Workfare: The Fundamental Right to Work ? », Intervention au Access Europe Seminar Amsterdam, Normative perspectives on Working Welfare Recipients, Amsterdam, le 4 novembre 2016.
* « Mandatory Work Programmes in Social Assistance Schemes   
  v. the Right to Freely Chosen Work: A Critical Review of the International Human Rights Case Law, Intervention à la Labour Law Research Network Conference, Amsterdam, le 26 juin 2015.

* « Activation Policies for the Unemployed and the International Human Rights Case Law on the Prohibition of Forced Labour and on the Right to Freely Chosen Work », Intervention à la Labour Law Network Conference, Amsterdam, le 26 juin 2015.
* « Le droit au travail face aux politiques d’activation des personnes sans emploi. Quelle action des droits humains dans la recomposition des politiques sociales », Intervention au séminaire de l’école doctorale en sciences juridiques, Louvain-la-Neuve, le 28 novembre 2014.
* « Réformes récentes et à venir en matière d’activation des chômeurs : revue et analyse critique », Intervention au Colloque « Actualités sociales » de l’Association des juristes namurois, Namur, le 18 novembre 2014.
* « Le droit au travail face aux politiques d’activation des chômeurs », Intervention aux Midis intimes de la Chaire Hoover d’éthique économique et sociale de l’Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, le 22 avril 2014.
* « Les politiques d’activation des chômeurs et le droit au travail. Réflexions sur le rôle du juge dans l’application des droits de l’homme », Intervention au colloque du Centre interdisciplinaire de recherches « Travail, Etat et Société » intitulé « Le travail en marge de l’emploi », Charleroi, le 16 janvier 2014.
* « Human Rights and Regeneration of the Politics », Intervention au Séminaire du réseau de recherches INLACRIS sur le rôle des droits fondamentaux dans la construction de nouvelles sécurités pour les travailleurs, Gdansk, le 1er juillet 2013.
* « Les politiques d’activation et le droit au travail librement entrepris », Intervention au Colloque international sur les politiques d’activation des personnes sans emploi, le droit au travail et la liberté du travail, Bruxelles, le 16 mars 2013.
* « Droit au travail et emploi convenable, des balises juridiques à l’accompagnement des chômeurs vers l’emploi », Intervention aux midis du CIRTES, 26 mars 2012, Charleroi.
* Avec Jean-François Neven, « L’activation des chômeurs, vecteur de flexibilisation ou de rigidification des sanctions », Intervention aux Journées juridiques Jean Dabin, 9 décembre 2011, Louvain-la-Neuve.
* Avec Nathalie Monforti, « Le chômage et les jeunes », Intervention au colloque du jeune barreau de Charleroi sur le droit social et les jeunes, Charleroi, le 25 novembre 2011.
* « Suitable Employment and Quality of Employment », Intervention lors du Colloque international Reconciling Work and Welfare in Europe (RECWOWE), Nantes, 10-12 juin 2010.
* « La preuve en droit du travail », Intervention au Colloque de la Commission Universitaire-Palais sur la preuve, Charleroi, 11 janvier 2008.
* Avec Jean-François Neven, « Le contrôle de l’obligation pour les chômeurs de rechercher activement un emploi », Intervention aux Colloques de la Commission Universitaire-Palais sur les Actualités de droit social, Bruxelles, le 12 février 2010 et Charleroi, le 26 février 2010.

***5.2.2. Participation à des réseaux/groupes de recherche***

* Depuis octobre 2023, présidente de l’Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS)/Belgisch Genootschap voor Arbeids-en Socialezkerheidsrecht (BEGASOZ).
* 2022-2023, membre du Collegium de l’Académie royale de Belgique.
* Depuis 2022, membre du réseau des cliniques juridiques francophones.
* Depuis 2021, membre d’un groupe de travail sur la démocratisation de l’entreprise au sein de la Classe Technologie et société de l’Académie royale de Belgique.
* Depuis 2020, membre du conseil d’administration de l’Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS)/Belgisch Genootschap voor Arbeids-en Socialezkerheidsrecht (BEGASOZ).
* De 2015 à aujourd’hui, membre de l’Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS)/Belgisch Genootschap voor Arbeids-en Socialezekerheidsrecht (BEGASOZ).
* De 2017 à 2023, membre du Comité permanent de la Chaire Hoover d’éthique économique et sociale de l’Université catholique de Louvain.
* De 2014 à aujourd’hui, membre du réseau académique sur la Charte sociale européenne et les droits sociaux.
* De 2012 à 2014, membre du réseau européen INLACRIS (Independent Network for Labour Law and Crisis Studies).
* De 2011 à aujourd’hui, chercheure associée du Centre interdisciplinaire de recherche Travail, Etat et Sociétés (CIRTES) de l’Université catholique de Louvain.
* De 2009 à 2011, membre du réseau européen d’excellence RECWOWE (Reconciling Work and Welfare in Europe).

***5.2.3. Mandats exercés auprès de maisons d’édition et de revues***

* Depuis 2020, membre du comité de rédaction de la Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht
* Depuis 2020, membre du comité de lecture de la collection « Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale » des éditions la Charte/die Keure
* De 2022 à 2023, Membre du comité de rédaction du Répertoire pratique de droit belge, Responsable de la collection Droit social.

***5.2.4. Missions d’experts et rapports de recherche appliquée***

* Membre du Haut Comité pour la transition juste auprès de la Ministre Zakia Khattabi, ministre du Climat, de l’Environnement, du Développement durable et du Green Deal, 2022-2023.
* Coordinatrice d’une recherche sur les questions juridiques liées à l’importation dispositif Territoire zéro chômeur de longue durée en Région de Bruxelles-Capitale, réalisée entre octobre 2019 et janvier 2020.
  + Avec Amaury Mechelynck et Jean-François Neven, « Importer l’expérience française ‘Territoire zéro chômeur de longue durée’ en Région de Bruxelles-Capitale : questions juridiques », 97 p.
* Coordinatrice d’une recherche sur les questions juridiques liées à l’importation d’un dispositif Territoire zéro chômeur de longue durée en Belgique réalisée entre janvier et juin 2019.
  + Avec Jean-François Neven, « Importer l’expérience française ‘Territoire zéro chômeur de longue durée’ en Belgique : questions juridiques », 91 p. (rapport synthétique, 12 p.)
* Coordinatrice de deux recherches sur le projet d’expérience-pilote de cabinets d’avocats dédiés à l’aide juridique en vue d’améliorer le droit à l’aide juridique des personnes les plus vulnérables, commanditées par l’Ordre des barreaux francophones et germanophone
  + Etude sociojuridique et de droit comparé réalisée de juillet à septembre 2018 (chercheuse : Emmanuelle Debouverie) (financement : action de recherche concertée *Strategic litigation* - ULB) (rapport complet 102 p. – rapport synthétique 11 p.)
  + Avec Ilan Tojerow, Etude de faisabilité économique et modèles de financement à réaliser entre octobre et décembre 2018 (chercheur : Maxime Fontaine) (financement : Fondation Roi Baudouin) (rapport 55 p. – rapport synthétique 11 p.).
* Coordinatrice du volet juridique de la recherche réalisée par le Brussels Studies Institute pour le compte de Beezy.Brussels sur « la réinternalisation des emplois peu qualifiés dans la fonction publique de la Région de Bruxelles-Capitale » (chercheur : Jonathan De Wilde d’Estmaël) (2017-2018).

* De 2015 à 2016, membre de l’équipe de recherche coordonnée par Valérie Flohimont (UNamur) dans le cadre d’une étude réalisée pour le compte de la Région wallonne sur « la monoparentalité et les discriminations ».

**5.3. Activités de vulgarisation**

***5.3.1. Interventions orales***

* Avec Debouverie, E., « Améliorer l’accès à la justice sur base de données probantes : proposition de lancer un projet-pilote de cabinets multidisciplinaires », audition au titre d’experte à la chambre des représentants par la commission de la Justice, le 24 janvier 2023.
* Avec Emmanuelle Debouverie, « Cabinets d’avocats dédiés à   
  l’aide juridique. Un projet-pilote pour améliorer l’accès à la justice des plus vulnérables », Assemblée générale d’Avocats.be, Namur, le 22 mai 2019.
* « La construction juridique des différents congés parentaux et la lente lutte contre les inégalités de genre dans les carrières professionnelles », Conférence « Les congés parentaux : la solution miracle aux inégalités de genre dans les carrières professionnelles en Belgique ? » organisée par le DULBEA, Charleroi, le 19 mars 2019.
* « Les droits sociaux fondamentaux : une arme à double tranchant. Guide pour un usage stratégique », Journée de formation aux services juridiques de la CSC, Namur, le 8 novembre 2017.
* « Les politiques d’activation des personnes sans emploi et les droits de l’homme : perspective internationale », Intervention lors de la Commission Wallonie Bruxelles des Travailleurs sans Emploi de la CSC, Namur, le 12 novembre 2014.
* « Regard d’une juriste sur la contrainte dans les politiques d’activation des personnes sans emploi », Audition d’experts lors des Assises de l’accompagnement, Namur, le 13 novembre 2013.
* « Le renforcement du devoir de travailler dans les prestations de chômage et d’aide sociale », Intervention à l’Assemblée générale des magistrats du Tribunal du travail de Charleroi, Charleroi, le 22 mars 2012.

***5.3.2. Interventions dans la presse***

* Avec Sophie Gérard, Florentine Brulard et Mathilde Blanchart, “Enseignement supérieur : de nombreux étudiants dans le besoin ne reçoivent pas d’aide”, *Le Soir*, le 23 juin 2022.
* “Certains CPAS découragent les étudiants en situation précaire”, [www.rtbf.be](http://www.rtbf.be), le 27 juin 2022.
* Interview sur les travaux d’intérêt général pour les chômeurs flamands, *Le Soir*, le 17 décembre 2021.
* “La Street Law Clinic : " know your rights, claim your rights ! »”, Entretien avec Elise Dermine, professeure de droit du travail à l’ULB et fondatrice de la Street Law Clinic ; Antoine Grégoire, avocat et Sophie Gérard, chercheuse au Centre de droit public et social à l’ULB, coordinateurs de la clinique, *Revue Bruxelles Informations sociales*, Décembre 2021, n°179, Dossier sur les précarités étudiantes, pp. 46-51.
* Avec Sophie Remouchamps, Laurent Vogel, Amaury Mechelynck, Anne Van Regenmortel, Petra Foubert, Patrick Humblet et Alexander De Becker, “Als je werk onveilig blijkt, heb je het recht om niet te gaan werken”, *De Morgen*, 12 mai 2020.
* Avec Sophie Remouchamps et Laurent Vogel, « Les travailleurs disposent d’un droit de retrait en Belgique », *Le Soir*, 26 avril 2020.
* Interview à propos du Manifeste pour un nouveau Pacte social et écologique, *Imagine Demain*, Avril 2019.
* Avec Ilan Tojerow et Nicolas Verschueren, « Egalité Homme-Femme : que disent le droit, l'économie appliquée et l'histoire européenne ? », Emission les éclaireurs, La Première, 15 février 2020.
* “Invisible but indispensable – the unpaid work at the heart of the economies”, Interview par Julia Lagoutte, *The Green European Journal*, 17 mai 2018.
* avec Daniel Dumont, « Maisons médicales : un pur produit de mai 1968 », interview par A. Hubaut dans le dossier « 1968-2018, 50 ans de contestations », *Le Soir*, 10 et 11 mars 2018.
* « Faut-il pister les demandeurs d’emploi sur le net ? », *Le Soir*, Interview, 7 septembre 2017.
* « Les travaux d’intérêt public imposés aux chômeurs, une fausse évidence », *La Libre Belgique,* Carte blanche, 19 novembre 2013.
* « Mettre les chômeurs au travail, une fausse évidence », *Ensemble. Pour la solidarité, contre l’exclusion*, n°81, décembre 2013, p. 22.

**VI. Responsabilités logistiques**

**6.1. Organisation de manifestations scientifiques**

* Co-organisation avec Jean-François Neven d’une après-midi d’études sur le droit social sectoriel, UB3, Bruxelles, 24 avril 2023.
* Co-organisation avec Sophie Gérard et Antoine Grégoire d’un colloque « Lutter contre la précarité étudiante : outils pratiques et réflexions prospectives », Bruxelles, 23 juin 2022.
* Co-organisation avec Auriane Lamine et Céline Romainville d’un cycle de séminaires « Expérimenter pour faire face à l’incertain. Le rôle du droit », Charleroi, le 19 novembre, le 17 décembre 2021 et le 11 mars et le 22 avril 2022.
* Co-organisation avec Amaury Mechelynck d’un séminaire international intitulé « Zero-hour contracts, an antithetical association ? », Bruxelles, le 22 février 2021.
* Co-organisation avec Vanessa De Greef et Pascale Vielle d’une cérémonie en l’hommage d’Eliane Vogel-Polsky, Bruxelles, le 19 février 2020.
* Co-organisation avec Emmanuelle Debouverie, Ilan Tojerow et Maxime Fontaine, d’un séminaire « Repenser l’accès au droit pour les plus vulnérables : des cabinets pluridisciplinaires dédiés à l’aide juridique », Bruxelles, le 23 octobre 2019, sous l’égide du Centre de droit public et du DULBEA, avec le soutien de la Fondation Roi Baudouin.
* Co-organisation, avec Julien Charles, d’un séminaire « Une expérience Territoires zéro chômeur de longue durée en Wallonie : quels critères et méthodes d’évaluation ?, Charleroi, le 9 septembre 2019.
* Co-organisation, avec Ilan Tojerow et Maxime Fontaine, d’un séminaire de présentation des résultats de l’étude de faisabilité économique d’un projet cabinet d’avocats dédiés à l’aide juridique, Bruxelles, le 8 février 2019, sous l’égide du Centre de droit public et du DULBEA de l’ULB.
* Co-organisation, avec Viviane Vannes, d’une conférence UB3 à l’occasion des cinquante ans de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, Bruxelles, le 10 décembre 2018.
* Co-organisation avec Emmanuelle Debouverie, d’un séminaire de présentation des résultats de l’étude sociojuridique et de droit comparé sur les cabinets d’avocats dédiés à l’aide juridique, Bruxelles, le 26 septembre 2018, sous l’égide du Centre de droit public de l’ULB.
* Co-organisation, avec Daniel Dumont, d’un séminaire sur le thème « Le rôle des juges sociaux au sein des juridictions du travail », à l’occasion de la venue à la Maison des sciences humaines de l’ULB d’Hélène Michel, le 20 mars 2018, sous l’égide du Centre de droit public de l’ULB.
* Co-organisation, avec Daniel Dumont, d’un séminaire sur le thème « Mobiliser le genre dans nos enseignements du droit : et pourquoi pas ? », à l’occasion de la venue à la Maison des sciences humaines de l’ULB de Diane Roman, le 28 février 2018, sous l’égide du Centre de droit public de l’ULB.
* Co-organisation, avec Elise Dermine et Emmanuel Slautsky, d’une après-midi d’études sur le thème « Marchés publics et dumping social » à l’ULB, le 29 novembre 2017, sous l’égide du Centre de droit public de l’ULB.
* Co-organisation, avec Julie Allard, Vanessa De Greef, Adélaïde Remiche et Annemie Schaus, d’un cycle de rendez-vous du Centre de droit public sur « Les Justices de demain » à l’ULB, les 12 décembre 2017, 22 février et 24 avril 2018.
* Co-organisation, avec Daniel Dumont et Emmanuel Slautsky, d’une après-midi d’études sur le thème « Marchés publics et dumping social » à l’ULB, le 29 novembre 2017, sous l’égide du Centre de droit public de l’ULB.
* Co-organisation, avec Filip Dorssemont, Daniel Dumont et Pascale Vielle, d’un colloque international intitulé « Activation Policies for the Unemployed, Right to Work and Freedom of Work » au European Trade Union Institute, à Bruxelles, le 15 mars 2013, sous l’égide du Centre interdisciplinaire de recherche travail, économie et société (CIRTES) de l’Université catholique de Louvain et du Centre de droit public de l’ULB.
* Co-organisation avec Valérie Dupont de formations en méthodologie de la recherche en droit en janvier 2013 et en janvier 2014 à destination des doctorants de l’école doctorale en sciences juridiques.
* Organisation des clubs du livre de l’Atelier de droit social de 2011 à 2013.

**6.2. Charges académiques**

Depuis septembre 2023, secrétaire de la Commission du doctorat de la Faculté de droit et de criminologie de l’ULB.

Depuis septembre 2022, membre du bureau du Centre de droit public et social de l’ULB.

Depuis novembre 2021, membre du Conseil du Pôle de Charleroi de l’ULB.

Depuis septembre 2020, directrice du Master de spécialisation en droit social de l’ULB.

Depuis janvier 2020, membre du bureau du Centre de recherche Transfo (*Research Centre for Social Change*).

Depuis septembre 2019, directrice de la Street Law Clinic en droit social.

Depuis janvier 2018, membre suppléante de la Commission de recours de l’ULB.

De janvier 2016 à septembre 2023, secrétaire académique adjointe à la Faculté de Droit et de Criminologie de l’Université Libre de Bruxelles.

De 2012 à 2014, représentante du corps scientifique au Bureau de l’Institut des sciences juridiques (JUR-I) de l’Université catholique de Louvain.

**VII. Prix, distinctions**

* 2021 : Lauréate du Prix de la diffusion scientifique de l’ULB – catégorie Sur scène- pour son travail de terrain pendant la pandémie et à travers la Street Law Clinic en droit social.
* 2007 : Lauréate du Prix Falys récompensant le meilleur mémoire de la Faculté : « La contrepartie dans l’assurance-chômage, retranchement ou restructuration de la protection sociale ? »

**VIII. Autres informations utiles**

**7.1. Autres expériences professionnelles**

* D’octobre 2015 à septembre 2022, avocate en droit social au Barreau de Charleroi.
* De septembre 2008 à septembre 2011, avocate en droit social auprès du Cabinet Demine, Monforti et De Biourge au Barreau de Charleroi.
* De septembre 2007 à septembre 2008 avocate en droit social auprès du Cabinet Claeys et Engels au Barreau de Liège.
* De janvier 2008 à septembre 2011, collaboratrice scientifique pour le Bulletin social et juridique

**7.2. Année passée à l’étranger**

* Semestre scolaire à Sprague High School, Salem (USA)
* Huit semaines de cours intensifs d’Espagnol à la Escuela Cabagüil, Antigua (Guatemala)
* Huit semaines de volontariat dans l’ONG « Safe Passage », Guatemala city (Guatemala)

**7.3. Services à la société civile et autres engagements**

* Depuis septembre 2020, membre du Conseil d’administration de l’ASBL La Devinière, centre de psychothérapie institutionnelle.
* D’octobre 2015 à 2020, membre de la Commission des Droits économiques, sociaux et culturels de la Ligue des droits de l’homme.
* De 2008 à 2011, membre de la Commission des Droits économiques, sociaux et culturels de la Ligue des droits de l’homme.

Le 12 décembre 2023

Elise DERMINE